Le Soir
PANORAMA

*Le Soir sur Internet :*
http:www.lesoirdalgerie.com
*E-mail :* info@lesoirdalgerie.com

## KIOSQUE ARABE

# Leur liberté et la nôtre

Ne prenez pas à la lettre tout ce qu'on raconte sur les produits «Taïwan» qui nous viennent du Machrek. Certes, il y a des fournisseurs pas très honnêtes qui nous fourguent des engins piégés et jouent les étonnés lorsque ça explose chez nous. On sait, aujourd'hui, que cette marchandise mortelle est tellement bien camouflée et emballée dans du tissu «Kaâba» qu'elle leurre nos douaniers les plus méticuleux.

Ajoutez à cela la tromperie sur le mode d'emploi ou la posologie, s'agissant de médicaments aux effets secondaires dévastateurs. Cependant, il ne faut pas s'en prendre aux seuls fournisseurs pour les effets désastreux de leurs potions miraculeuses. Trop souvent, ils n'ont pas le temps de faire le tri des surplus, prélevés sur stocks, qu'ils nous vendent ou nous offrent gratis. Fatalement, il a dû y avoir du bon et du moins bon dans tout ce que nous avons reçu de là-bas.

Dans ce cas, il faut rejeter la faute sur nos trieurs en chef qui s'échinent à nous faire passer ce qu'il y a de pire. Quand on remplace l'exploration au scanner par l'imposition des mains ou la saignée, c'est qu'il y a eu contrefaçon quelque part. Et la faute retombe, non pas sur le marchand d'illusions mais sur ceux qui ont fait la commande, l'ont réceptionnée et validée, prenant leur commission au passage.

Quand nos dirigeants s'évertuent à ne prendre que ce qu'il y a de pire chez nos voisins, ce ne sont pas ces derniers que nous devons traiter de malfaiteurs ou de frères indignes acharnés à nous nuire. Il y a encore des choses à prendre et à apprendre chez nos grands frères du Machrek mais il faut aller les chercher. Surtout ne comptez pas sur ceux qui savent juste nous mentir et nous berner depuis qu'ils se sont substitués à l'ordre colonial.

Depuis l'indépendance, ils claironnent à longueur d'année qu'en dehors de la Nation arabe point de salut. Ils chantent à tue-tête leur fierté d'être arabes, ce qu'il y a de mieux sur terre depuis la révélation. Seulement, en privé, c'est un autre discours et nous connaissons bien leurs choix quand il s'agit de l'avenir de leurs propres enfants.

L'école, justement, parlons-en : dans un même élan autoglorifiant, nos médias se sont évertués à montrer le Maroc du doigt. Le Maroc épinglé par le dernier rapport de la Banque mondiale sur la région Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord), comme dernier de la classe.

Enfin, parmi les quatre ou cinq derniers. Or, à y regarder de près, on constate que la position de l'Algérie n'est pas très reluisante non plus. A l'indice concernant l'accès, l'équité, l'efficacité et la qualité de l'enseignement, l'Algérie est huitième sur quatorze. Elle est précédée notamment de la Jordanie, du Koweït et de la Tunisie, respectivement en première, deuxième et troisième position. L'Algérie est même devancée par la Cisjordanie et Gaza, arrivées en septième position. Le Yémen et Djibouti ferment enfin la marche.

Plus intéressant encore : «Quatre de ces pays classés ont connu des conflits politiques considérables depuis les années 1960, note le rapport de la Banque mondiale, et pourtant ils se sont montrés capables de maintenir leur place en haut de l'échelle ou parmi les pays moyens : le Liban, l'Iran, le Koweït, et la Cisjordanie et Gaza». Le rapport souligne encore que «l'Algérie et la Syrie enregistrent de hauts taux d'abandon limitant leur capacité à développer les niveaux d'enseignement post-obligatoire». Cependant, relève-t-il, «l'Algérie et l'Arabie saoudite, disposant de revenus par tête relativement élevés, marquent un score moindre que la Jordanie ou la Tunisie qui ont des revenus par tête plus bas. Donc, ni une situation de conflit ni le manque de disponibilité de ressources ne constituent des goulets d'étranglement au progrès dans les réformes éducatives», conclut le rapport.

Ajoutons à cela que la Banque mondiale met l'accent sur les efforts qui restent à fournir en matière d'enseignement pour la région Mena. Cette septième place est donc à relativiser compte tenu du niveau des pays classés à l'échelle mondiale. D'aucuns pourraient s'en satisfaire, puisque le Maroc est moins bien loti que nous. Après tout, nous sommes passés de la 79e à la 76e place au classement du football mondial. Trois places gagnées d'un seul coup, ça vous requinque en attendant que le plus haut minaret du monde toise ses prétentieux voisins de l'ouest.

Tout ne va pas si mal aussi en matière de libertés publiques, notamment la liberté religieuse, chez nos grands frères du Machrek. Le Qatar, oui le Qatar, ce pays qui nous traque, par le biais des caméras de sa télévision, Al-Jazeera, s'entrouvre. Les autorités de ce pays, plus musulman que lui tu meurs, ont décidé de construire des églises pour les communautés chrétiennes. Une décision saluée, en particulier, par l'ancien doyen de la faculté de théologie du Qatar, Abdelhamid Al-Ansari. Aux intégristes du coin qui s'opposent à cette idée, Al-Ansari a rappelé opportunément cette anecdote concernant le calife Omar. Au moment où il visitait l'Eglise de la résurrection à Al-Qods et à l'heure de la prière, il a choisi de prier à l'extérieur de l'édifice chrétien. Il expliqua à ses compagnons qu'il avait fait ce choix de peur que les musulmans ne disent : «Omar a prié dans cette église» et n'en tirent argument pour la transformer en mosquée.

Encore un souffle de liberté qui nous arrive d'Egypte et qui constitue une agréable surprise. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le Haut Tribunal administratif du Caire a autorisé la semaine dernière une douzaine de coptes convertis à l'Islam, à revenir à leur religion d'origine. Le verdict a été accueilli par les applaudissements des plaignants et de leurs avocats ainsi que par les coptes présents dans la salle qui ont crié : «Yahia al-adl» («Vive la justice») à la manière égyptienne.

«C'est un verdict historique, une victoire de la liberté de la foi en Egypte, l'application de l'article 46 de la Constitution qui garantit la liberté de la foi de tous les citoyens», a déclaré l'avocat des plaignants, Ramsès Nedjar le bien nommé.

En avril 2007, en première instance, une cour avait rejeté la demande de ces coptes convertis. Elle avait estimé que cela équivalait à de l'apostasie et constituait une «manipulation de l'islam et des musulmans». Les plaignants avaient fait appel mais le gouvernement avait tenté d'empêcher que celui-ci soit examiné, selon l'avocat des 12 coptes.

Un peu de liberté d'expression au Koweït où le père Emmanuel Al-Gharib s'exprime, pour le magazine *Elaph*, sur la pratique de la région chrétienne dans le royaume.

*Par Ahmed Halli*
halliahmed@hotmail.com

Le père Emmanuel affirme se conformer strictement aux lois koweïtiennes en la matière. Les livres du culte sont interdits à la publication et à la vente. Il n'a pas le droit de convertir ou de prêcher aux non-musulmans. En dehors de ces restrictions, il pratique en toute liberté à l'intérieur de son église. Il se dit seulement ulcéré par les invocations des musulmans contre les chrétiens et inquiet devant la montée de l'intégrisme islamique dans les pays arabes.

Pendant ce temps, la liberté de s'étriper pour distraire le peuple est amplement utilisée par nos dignitaires religieux. Après une sévère empoignade autour de questions financières, deux sommités religieuses du cru ont conclu une trêve pour affronter l'ennemi commun : l'évangélisation en Kabylie. Plus un mensonge est gros, plus il a des chances d'être cru. Pendant que les trois ou quatre chats adventistes rasent les murs, les troupes wahhabites font la loi dans les villages. Pourquoi n'allez-vous pas faire le constat par vous-mêmes, messieurs ? A quoi servent donc vos véhicules 4/4 achetés avec l'argent des contribuables ?

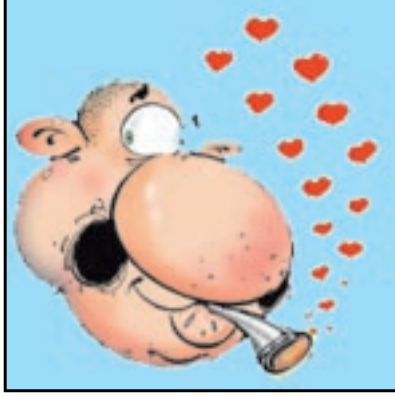
**A. H.**

## POUSSE AVEC EUX !

# LE VERTIGE DES PROFONDEURS !

*Par Hakim Laâlam*

*laalamh@yahoo.fr*
*laalamhakim@hotmail.com*



*Amendement de la Constitution. Il semble bien que l'on s'achemine vers une présidence à vie. Et très franchement, c'est le volet de la réforme qui…*

**…m'inquiète le moins**

J'ai lu hier, dans des journaux officiels de chez officiel, que l'appel à un 3e mandat «est une demande populaire qui émane de l'Algérie profonde». J'ai toujours été émerveillé devant ce concept franchement révolutionnaire de «pays profond». Dès que j'entends parler d'Algérie profonde, j'imagine aussitôt une équipe de spéléologues, casque à lampe vissé à la tête, piolet en main, corde passée en travers du corps, crochets de rappels accrochés à la ceinture et un décamètre déroulé pour mesurer la profondeur de l'Algérie… profonde. Et dans ce genre d'équipées dans les tréfonds d'une nation, une question m'a toujours taraudé l'esprit : à partir de quelle profondeur décrète-t-on atteintes les frontières du profond pays ? Ce n'est d'ailleurs pas la seule question qui me turlupine. Dès qu'il s'agit de pays profond, je deviens prolixe en questionnements divers. Comment peut-on décider des normes de profondeur d'un pays à partir de la surface ? Les mesures prises par les spécialistes, à partir de la surface, au niveau de la mer — du Club-des-Pins, par exemple — peuvent-elles être considérées comme fiables ? Le label «Pays profond» peut-il être exploité par des gens n'ayant jamais pratiqué la spéléologie et souffrant de vertige des profondeurs dès qu'ils franchissent le poste de gendarmerie de la zone de sécurité de Moretti ? Plus intrigant encore : comment les gens de la surface peuvent savoir avec exactitude ce que veulent les gens de la profondeur dans un pays où les voies de communication et de circulation sont aussi peu performantes, voire même inexistantes ? Les temps de rencontre entre le pays de surface et le pays profond étant très rares, sporadiques, ces croisements éphémères entre deux mondes suffisent-ils aux gens du haut pour comprendre et saisir ce que veulent vraiment les gens du bas ? Et puis, question subsidiaire : comment se fait-il que des gens aussi au fait des pulsions de l'Algérie profonde, des cracks qui viennent aujourd'hui nous assurer que le pays profond exige un 3e mandat pour Abdekka, n'aient pas pu prévoir le boycott massif des dernières élections législatives et locales par les électeurs du… pays profond ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar des profondeurs continue.

**H. L.**